

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

Pays riche/Peuple pauvre

Aux sources du paradoxe algérien

-- Archives - 2007 - 2007-11 - 2007-11-18 --

Par cette contribution, j'aimerais transmettre un message, faire une démonstration et proposer une conclusion. Parce qu'il y a absence du respect minimum des règles de bonne gouvernance, l'Algérie s'installe dans la trappe de transition permanente et avance inexorablement vers la trappe de misère permanente.

La démonstration de deux assertions. La première est que le pays vit une forte austérité imposée à la population et mise au service de la thésaurisation (argent qui dort). La deuxième est une exportation de richesses mise au service de l'augmentation des réserves de change (accumulation non nécessaire de devises) donc au profit du reste du monde. La conclusion est que le changement de régime devient impératif mais il ne peut se réaliser de son intérieur.

1. Le message.

En l'absence du minimum de respect des règles de bonne gouvernance, ce sont les individus qui prennent les décisions au lieu et place des institutions habilitées. C'est alors la non gouvernance, avec pour conséquence la panne des réformes, l'atrophie des institutions et la mauvaise qualité de la croissance. Or, la panne des réformes et l'atrophie des institutions dans le contexte d'une double transition mènent inéluctablement vers la trappe de transition permanente. C'est le cas de l'Algérie qui se trouve, voilà près de deux décennies, dans une transition politique d'un système autoritariste à parti unique vers un système démocratique avec plusieurs partis et une transition économique d'une économie administrée vers une économie de marché. Aujourd'hui, l'Algérie est bien installée dans la trappe de transition permanente, à savoir ni système politique autoritariste organisé, ni démocratie, ni économie administrée correctement planifiée, ni économie de marché. De plus, la mauvaise qualité de croissance et l'atrophie des institutions mènent vers la trappe de misère permanente. La mauvaise qualité de croissance implique le mécontentement puis la révolte. Il s'ensuit l'instabilité politique et le marasme économique qui débouchent sur le mécontentement et un nouveau cycle sans fin, d'où la trappe de misère permanente. Il faut bien noter qu'en l'absence de bonne gouvernance et d'institutions autonomes dans leur prise de décision, la révolte ne se transforme pas en révolution. Avec des institutions fortes, le mécontentement se transforme en révolution qui mène vers le changement. Sans institutions, le mécontentement se transforme en révolte qui mène vers le cycle de la trappe de misère permanente. Donc l'Algérie est bien installée dans la trappe de transition permanente et avance inexorablement vers la trappe de misère permanente.

2. La démonstration. Il s'agit de mettre en évidence deux constats qui caractérisent l'économie algérienne.

Premier constat : Dans le fonctionnement intérieur (domestique) de l'économie, on peut constater une très forte austérité imposée à la population et mise au service de la thésaurisation.
Deuxième constat : Dans ses relations avec le reste du monde (les échanges commerciaux avec

Aux sources du paradoxe algérien

l'étranger), on peut constater une exportation nette de richesse mise au service de l'augmentation
des réserves de change (accumulation de devises) donc au profit de l'extérieur. Démonstration du premier constat : pour simplifier, mais sans perdre de la pertinence de l'analyse, l'économie produit chaque année de la richesse mesurée par le Produit intérieur brut (PIB). Le PIB est la somme des valeurs ajoutées réalisées dans les différents secteurs : hydrocarbures, industrie, agriculture, BTP etc. Le PIB mesure la production de richesse à la source. Cette richesse réalisée est affectée soit à la consommation des ménages et de l'administration, soit épargnée et alors investie ou thésaurisée. Pour mesurer l'austérité imposée à la population, on calcule la part de la consommation des ménages dans le PIB. Autrement dit, répondre à la question : sur 100 DA de richesse produite cette année, combien de DA ont été affectés à la consommation des ménages ? En 2006, cette part a représenté 31,6% ; en 2002 c'était 43,8% ; durant les années difficiles 1992-1995, c'était 54,6% et dans les années 1980, c'était 48,6%. La moyenne des pays à revenu intermédiaire dans lesquelles se classe l'Algérie, c'est 61%. Comme on le constate, il y a une nette transformation de la structure de distribution du revenu au détriment des ménages. Pour 100 DA de richesse produite en 2006, seulement 31,6 DA (moins du tiers) sont allés à la consommation des ménages. Avec la structure de 2002, cela aurait été 43,8 DA ; celle de 1992-1995, 54,6 DA et celle des pays à revenu intermédiaire 61 DA. C'est une très forte austérité imposée à la population. Bien entendu, en contrepartie de cette austérité, il y a l'épargne importante réalisée. En 2006, le taux d'épargne était de 57%, c'est une norme comparée à 2002, 40,8%, les années 1980, 35,4% et 1992-1995, 28,85%. La moyenne des pays à revenu intermédiaire est 23%. Donc, nous réalisons un taux d'épargne de 57% lorsque les pays à revenu intermédiaire réalisent 23%. A quoi a servi cette épargne ? Sur 100 DA de richesse produite en 2006, 57 DA ont été épargnés et utilisés à 29,9 DA en investissements partagés entre 22,8 DA d'accumulation brute de fonds fixes (augmentation effective du capital d'équipement du pays) et 7,1 DA d'augmentation des stocks. Le reste a été affecté à 2,5% en endettement et 24,6 DA ont été thésaurisés. Sur 57 DA d'épargne, 22,8 DA seulement ont contribué à l'équipement du pays et 24,6 DA thésaurisés qui n'ont servi ni à la consommation ni à l'investissement, c'est-à-dire, l'argent qui dort. Par comparaison avec les pays intermédiaires, on peut constater dans le tableau qui suit l'ampleur de l'austérité imposée et du gaspillage de richesse (argent qui dort). D'où la forte austérité imposée aux ménages et mise au service de la thésaurisation. C'est un gaspillage de ressources puisque la richesse thésaurisée n'est ni investie ni consommée. Il faut bien noter qu'il ne s'agit que de la structure de redistribution du revenu qui n'aborde pas la question de la corruption ou de la prébende qui ne peut être appréhendée que la suite d'enquêtes spécifiques et ce n'est pas de l'objet de cette contribution. Cette structure totalement en déphasage avec les opportunités offertes par une aisance financière jamais égale peut s'expliquer par l'absence de planification et de gestion des ressources, la faible capacité d'absorption et probablement l'inconscience ou même l'ignorance de ces faits par les dirigeants concernés. Démonstration du deuxième constat : L'exportation de richesse se mesure par l'excédent de la balance commerciale. Entre 2002 et 2006, l'excédent cumulé de la balance commerciale s'est élevé à 92,65 milliards de dollars US. Donc, le pays s'est appauvri de 92,65 milliards US \$. Sur la même période, l'augmentation des réserves de change s'est située à 53,35 milliards US \$. Donc, on réalise des excédents commerciaux pour les accumuler en réserves de change : 53,35 milliards US \$ de plus en 5 ans et la tendance est toujours à la hausse. Avec cette somme importante thésaurisée et cette accumulation de réserves de change, on continue à appeler les Investissements directs étrangers (IDE). Nous sommes passés d'une économie à fort taux d'endettement à une économie à forts excédents financiers sans changer notre comportement ! Qu'en est-il des IDE réalisés ? Si nous prenons les deux années où les IDE nets ont dépassé le milliard US \$,

Aux sources du paradoxe algérien

c'est-à-dire 2005 (1,06 milliard US \$) et 2006 (1,76 milliard US \$) et si nous mettons en face les rapatriements des bénéfices des seules sociétés associées à Sonatrach, nous constatons que sur un total de 2,82 milliards US \$ de flux nets d'IDE en 2005-2006, le rapatriement des bénéfices des seules sociétés associées à Sonatrach s'est situé à 10,03 milliards US \$.

3. La conclusion.

Face à ces résultats, le changement de régime devient impératif. Alors, le régime peut-il changer par lui-même, à travers les procédures associées à la démocratie venant de l'Ouest : élections pluralistes, parlement et gouvernement avec plusieurs partis ? Ou bien, le changement doit-il venir de l'extérieur du régime ? Il y a plusieurs constats qui s'imposent. Le premier constat est que le régime a acquis l'art d'organiser des élections plurielles sans permettre un changement réel du système de pouvoir. Le deuxième constat, c'est la rente qui permet l'allègement du poids de la taxation des populations grâce à la fiscalité contrôlée. Le poids de la fiscalité contrôlée a dépassé les 75% des recettes totales du budget. Elle couvre une bonne partie des dépenses de fonctionnement (40%) et la totalité des dépenses d'équipement. Lorsqu'on note le rôle important des impôts comme lien entre l'Etat et le citoyen et comme lien de solidarité entre les différentes catégories de la population et entre les différentes régions, on peut conclure que : absence d'impôt = absence de citoyen. La rente autorise le patronage sponsorisé par l'Etat ; c'est alors l'atrophie des institutions qui servent de cosmétique à une démocratie de façade. Ce sont aussi les organisations agricoles de la société civile qui servent l'intérêt de groupes, pour qui le statu quo est moralement respectable mais matériellement protecteur et rémunérateur. L'efficacité des acteurs de la société civile vient de leur proximité des figures importantes du régime. Il faut bien noter que la rente économique et le système de patronage poussent les élites vers la dépendance financière de l'Etat, soit par l'emploi pour les personnes, soit par les subventions apparentes ou déguisées pour les associations et les partis, soit par les prêts et les contrats pour réussir rapidement dans les affaires. Le troisième constat est que le régime peut survivre grâce à la combinaison de trois facteurs : l'abondance des revenus à la disposition des gouvernants, le faible niveau de mobilisation populaire et la valeur stratégique des hydrocarbures pour les puissances internationales. Donc, objectivement, le changement ne peut venir ni de l'intérieur du régime ni de ses satellites (partis politiques de la coalition gouvernementale, associations de la société civile en l'Etat). D'où la nécessité d'un changement initié en dehors du régime. Pour cela, il faut commencer à s'attaquer aux questions essentielles de construire un Etat face au patronage sponsorisé par le régime ; promouvoir les initiatives qui accroissent les opportunités d'indépendance financière des citoyens et des associations par rapport à l'Etat ; et élaborer une nouvelle politique de développement et tracer une feuille de route pour sa mise en oeuvre.